

THÉMIS

COLLECTION DIRIGÉE PAR MAURICE OUVERGER
DROIT

CHARLES DEBBASCH
JACQUES BOURDON
JEAN-MARIE PONTIER
JEAN-CLAUDE RICCI

Professeurs des Facultés de Droit

*Institutions
et droit
administratifs*

3 / Biens, Expropriation,
Travaux publics



PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

Sommaire

INTRODUCTION	17
--------------------	----

PREMIÈRE PARTIE

LE DOMAINE

TITRE PREMIER

La notion de domaine public

CHAPITRE 1. — Distinction du domaine public et du domaine privé	25
1. <i>Les conceptions doctrinales</i>	27
1. Le critère tiré de la nature des biens	28
2. Le critère de l'affectation du bien	30
Affectation au service public	30
Affectation à l'utilité publique et à l'intérêt général.....	31
3. Le critère de la nécessité des biens	31
2. <i>Les critères actuellement retenus</i>	32
1. La propriété d'une collectivité publique	33
Un droit de propriété particulier	33
Un droit de propriété réservé aux collectivités publiques..	38

2. L'affectation à une destination spéciale	43
Les biens naturellement adaptés à leur destination.....	44
L'hypothèse des biens spécialement adaptés à leur destination	46
3. <i>La portée de la distinction domaine public - domaine privé</i>	54
1. Les critiques doctrinales de la distinction domaine public - domaine privé	54
L'atténuation de la distinction domaine public - domaine privé	54
Le rejet de la distinction domaine public - domaine privé..	56
2. L'appartenance au domaine privé	57
Déroghations à l'applicabilité de principe du droit privé...	58
Déroghations à la compétence de principe des juridictions judiciaires	63
CHAPITRE 2. — La consistance du domaine public	70
1. <i>La composition du domaine public</i>	70
1. Le domaine public naturel	70
Le domaine public maritime et ses dépendances.....	71
Le domaine public fluvial	77
Le domaine public aérien	80
2. Le domaine public artificiel.....	81
Le domaine public artificiel à la disposition du public usager	81
Le domaine public artificiel à la disposition des services publics	84
Le domaine public mobilier	86
2. <i>La délimitation du domaine public</i>	87
1. La délimitation du domaine public naturel	88
Caractères de la délimitation	88
Conséquences de la délimitation	91

2. La délimitation du domaine public artificiel.....	93
Le plan d'alignement	94
L'alignement individuel	95
3. Compétence juridictionnelle pour délimiter le domaine public.	96
3. <i>Les mouvements affectant les biens du domaine public</i>	97
1. L'entrée des biens dans le domaine public	98
L'acquisition	98
L'affectation.....	101
2. Les changements d'affectation	105
Changements d'affectation au sein d'une même personne publique	105
Changements d'affectation entre personnes publiques différentes	107
3. Les cumuls d'affectation	111
4. La sortie des biens du domaine public.....	112
Modalités de la sortie des biens	112
Conséquences de la sortie des biens	116

TITRE SECOND

Le régime juridique de la domanialité publique

CHAPITRE 1. — La protection juridique du domaine public.....	123
1. <i>Le principe d'inaliénabilité des biens du domaine public</i>	123
1. Historique du principe d'inaliénabilité.....	124
2. Un principe de portée relative	125
Exceptions à la règle de l'inaliénabilité	125
Un principe lié à l'affectation.....	128

3. Un principe aux conséquences absolues	131
Soustraction de principe du domaine public aux règles régissant les propriétés privées des particuliers ou des personnes publiques	132
Imprescriptibilité du domaine public	136
Nullité des aliénations du domaine public.....	138
4. Inaliénabilité et usurpations du domaine : la protection contre les occupants sans titre	140
2. <i>La conservation du domaine public</i>	142
1. Le bénéfice des servitudes administratives	143
Le régime des servitudes administratives	143
Les servitudes établies au profit du domaine public.....	144
2. L'entretien du domaine public	148
Le principe : obligation d'entretien	148
Les exceptions : entretien partagé et dispense d'entretien.	150
3. La police de la conservation	152
Police de la conservation et police de l'ordre public.....	153
Les contraventions de voirie.....	156
CHAPITRE 2. — L'utilisation du domaine public	173
1. <i>Les utilisations du domaine affecté à l'usage direct du public</i>	174
1. Les utilisations collectives du domaine affecté à l'usage direct du public	175
Les utilisations collectives normales	175
Les utilisations collectives particulières	177
2. Les utilisations privatives du domaine affecté à l'usage direct du public	179
Le régime des utilisations privatives anormales.....	179
Le régime des utilisations privatives normales.....	192

2. <i>Les utilisations du domaine affecté à un service public</i>	197
1. Les utilisations du domaine affecté à une personne publique...	198
Utilisation du domaine public par la collectivité propriétaire	198
Utilisation du domaine public par un affectataire distinct du propriétaire	198
2. Les utilisations du domaine affecté à un concessionnaire de service public	200

DEUXIÈME PARTIE

L'EXPROPRIATION POUR CAUSE D'UTILITÉ PUBLIQUE

CHAPITRE 1. — Le cadre de l'expropriation.....	215
1. <i>Les caractères de l'expropriation</i>	216
1. La notion d'expropriation	216
L'expropriation se distingue de la réquisition.....	217
L'expropriation est une procédure distincte de la préemption	217
Il existe encore d'autres procédures de cession forcée des biens, par exemple la confiscation ou la nationalisation	218
2. Les sources du droit de l'expropriation	218
Les textes anciens	219
Les sources actuelles du droit de l'expropriation.....	220
3. Les principes de l'expropriation	221
2. <i>Le champ d'application de l'expropriation</i>	222
1. L'exercice du droit de l'expropriation.....	223
Le détenteur du pouvoir d'exproprier.....	223
Les expropriants	224
Les bénéficiaires du bien exproprié	227

2. L'objet de l'expropriation	228
Le principe	228
Les extensions du principe	229
3. Le but de l'expropriation.....	230
Les définitions successives de l'utilité publique.....	231
Le contrôle de l'utilité publique.....	234
CHAPITRE 2. — La procédure de l'expropriation	242
1. La phase administrative	242
1. La préparation de l'expropriation	242
La décision de recourir à l'expropriation	243
La constitution du dossier	244
2. La déclaration d'utilité publique	247
L'arrêté du préfet ordonnant l'ouverture d'une enquête publique	247
Le déroulement de l'enquête	248
L'acte déclaratif d'utilité publique	250
Les effets de la déclaration d'utilité publique.....	255
Le contentieux de la déclaration d'utilité publique.....	256
3. L'arrêté de cessibilité	259
L'enquête parcellaire	259
L'arrêté de cessibilité	260
2. La phase judiciaire de l'expropriation pour cause d'utilité publique ..	261
1. Le transfert de propriété	261
La saisie du juge	261
L'ordonnance d'expropriation	264
Les effets de l'ordonnance d'expropriation	266
2. La fixation des indemnités.....	271
La procédure.....	271
Le jugement	276
Le paiement des indemnités	283
La prise de possession	284

CHAPITRE 3. — Les procédures spéciales d'expropriation	289
1. <i>La procédure d'urgence</i>	290
3. <i>La procédure d'extrême urgence</i>	291
2. <i>L'expropriation indirecte</i>	292
CHAPITRE 4. — L'expropriation dans les autres pays	294
1. <i>L'Allemagne</i>	294
2. <i>La Belgique</i>	297
3. <i>Les Etats-Unis d'Amérique du Nord</i>	300
4. <i>La Grande-Bretagne</i>	302
5. <i>L'Italie</i>	304

TROISIÈME PARTIE

LES TRAVAUX PUBLICS

CHAPITRE 1. — Les notions de travail public et d'ouvrage public ...	311
1. <i>La notion de travail public</i>	312
1. La définition classique	312
Un travail immobilier	313
Un but d'utilité générale	314
Pour le compte d'une personne publique.....	316
2. La définition actuelle de la notion de travaux publics.....	318
Une condition alternative.....	318
Dans le cadre d'une mission de service public.....	319
3. Le caractère attractif de la notion de travail public.....	320
2. <i>L'ouvrage public</i>	322
1. La notion d'ouvrage public	322
Ouvrage public et travail public	322
Ouvrage public et domaine public	324
2. Le principe d'intangibilité de l'ouvrage public.....	327

CHAPITRE 2. — La réalisation des travaux publics	331
1. <i>Les modes de réalisation des travaux publics</i>	331
1. Les divers modes de réalisation	332
La réalisation directe : la régie	332
Les modes contractuels	332
Les autorisations unilatérales	336
Les modes mixtes	336
2. Les marchés de travaux publics	338
La notion de marché de travaux publics	338
La conclusion des marchés de travaux publics	341
Droits et obligations respectifs	343
La fin du marché	349
Les différends en matière de marché de travaux publics ..	352
Le financement des marchés publics	353
2. <i>Prérogatives liées à l'exécution des travaux publics</i>	355
1. La récupération des plus-values	355
La compensation	355
La récupération directe	356
La participation au financement des travaux publics	357
2. Le régime de l'occupation temporaire	358
L'étendue du droit d'occupation	358
La procédure	359
L'indemnisation	360
CHAPITRE 3. — Le régime de responsabilité	369
1. <i>La notion de dommages de travaux publics</i>	369
1. Le lien avec le travail public ou avec l'ouvrage public	370
2. Les limites de la notion de dommages de travaux publics	371
2. <i>L'originalité du régime de responsabilité</i>	372
3. <i>La qualité de la victime</i>	374

1. Les dommages causés aux participants.....	375
2. Les dommages causés aux usagers	375
La notion d'usager	375
Le fondement de la responsabilité	378
3. Les dommages causés aux tiers	381
La qualité de tiers	381
Le fondement de la responsabilité	385
4. <i>La mise en œuvre de la responsabilité</i>	386
1. La juridiction compétente	386
2. La détermination de la personne publique responsable	387
En cas de réalisation d'un travail public ou d'un ouvrage public	388
Du fait de l'existence ou du fonctionnement de l'ouvrage.	389
3. La réparation	391
INDEX ALPHABÉTIQUE	395